

Tsunami sur la Corse ? Non, pire : l'autonomie !!!

écrit par Jacques Martinez | 31 juillet 2025



e de Beauté : une porte dans laquelle pourrait s'engouffrer d'autres ré

Chaunu. | CHAUNU



e de Beauté : une porte dans laquelle pourrait s'engouffrer d'autres ré

Chaunu. | CHAUNU

Si un tsunami menace -au moment où j'écris- les terres en notre chère France d'Outre-Mer, celles de l'Océan Pacifique... (nous formons nos vœux les plus vifs qu'aucun de nos compatriotes ne soit gravement touché par cette colère de l'Océan, colère déclenchée par un séisme en Russie donc sur la côte nord-ouest) en Méditerranée cette fois, la Corse, elle, va vivre un tsunami... mais celui-ci sera pire puisqu'il s'agit d'un tsunami... administratif et donc pour beaucoup plus longtemps ! **Puisqu'il s'agit du projet d'une «**

autonomie dans la République » ! Ce qui ressemble à ce qui a été proposé aux indépendantistes de Nouvelle-Calédonie à savoir « l'indépendance... dans la France » !

Voir RR du 14 juillet 2025 :

« [Une Nouvelle Calédonie indépendante mais dans la France, juste bonne à casquer](#) ! »

Statut de la Corse : la réforme en préparation divise jusque dans l'île de Beauté

Par Antoine Giannini, correspondant en Corse

▲ SUITE



La ville de Bastia, en Haute-Corse. Eva Bocek / stock.adobe.com

Screenshot

Pour la future autonomie de nos amis Corses, Le Figaro n'a pas constaté que cela enchantait une majorité d'entre eux ! Son correspondant en cette région au surnom qui lui va si bien, l'île de Beauté, Antoine

Giannini a rencontré nombre de Corses à qui cette autonomie n'a pas l'heur de plaire :

« *Le processus sur l'autonomie ne m'intéresse pas du tout.* » Jérémy, un Bastiais de 39 ans, n'y va pas par quatre chemins. Alors que le projet de révision constitutionnelle, qui vise à octroyer à l'île « une autonomie dans la République » (est examiné par le gouvernement) « **En règle générale, je n'ai plus confiance dans les hommes politiques et les élus. Adolescent, j'étais sensible aux idées nationalistes, mais ce n'est plus le cas. Je ne crois pas du tout à l'autonomie. Je préfère me concentrer sur le quotidien. Travailler, se loger, se nourrir. Ce sont des choses beaucoup plus importantes.** »

Pour Marie-Pierre et ses deux enfants, « *la jeunesse a besoin d'espoir. La vie ici est plus chère qu'ailleurs. Il faut tout de même faire quelque chose parce que sinon on va disparaître, noyés dans la masse...* »

D'autres sont plus proches des autonomistes, notamment...

...« Anghjula, 28 ans, militante de l'autonomie, est plus laconique sur la question : « *Je ne crois que ce que je vois. On attend depuis tellement longtemps qu'on y croit plus vraiment.* »

Toutefois, note le correspondant du Figaro...

...« *les nationalistes peuvent tout de même compter sur le soutien du gouvernement à travers la prise de position du premier ministre, François Bayrou, et du ministre de l'Aménagement du territoire, François Rebsamen.*»

Pour Michel Castellani, député autonomiste (Femu a Corsica) de la première circonscription de Haute-Corse, « *Si c'est pour adopter un texte vide, c'est mieux de tout laisser tomber. Heureusement que les planètes sont alignées. Nous avons le soutien du président de la République, du premier ministre et du président de la*

commission des lois. »

Le Figaro assure que « les nationalistes croient dur comme fer à une issue positive après trois ans de discussions : « Il faut que notre peuple soit reconnu, insiste Michel Castellani. On veut ce texte parce que la société corse tourne mal, perd tous ses repères, sa culture, sa langue. Il faut infléchir cela. À force de nous dire que nous ne sommes pas un peuple, on va finir à l'état de troupeau. Faire planer la crainte d'une plus grande emprise de la mafia en Corse en cas d'autonomie est aussi un argument spécieux. »

Toute autre opinion, celle de François-Xavier Ceccoli, député LR de Haute-Corse...

Si celui-ci, précise Le Figaro, « n'est pas opposé à la notion d'autonomie, il se montre ferme au sujet d'un éventuel pouvoir législatif octroyé à la Corse : « **Il est irresponsable et dangereux que les Corses puissent faire la loi sans contrôle du Parlement,** avance ce proche de Bruno Retailleau, le ministre de l'Intérieur. Face aux pressions mafieuses, il faut un contrôle du Parlement. Faire la loi, c'est déjà dur pour l'Assemblée nationale et le Sénat. **En Corse, ça sera soumis aux pressions et au populisme. »**

Le Figaro estime que « la situation demeure tendue. Dans une prise de parole remarquée, à l'Assemblée de Corse, jeudi, Gilles Simeoni, président nationaliste de la collectivité de Corse, donne le ton en cas d'échec du processus : « *Cela pourrait ouvrir la porte à des décennies d'incertitudes et de multiples dangers. »*

Une intervention jugée « scandaleuse et pyromane » par François-Xavier Ceccoli : « *M. Simeoni menace d'une reprise de la violence parce qu'on n'est pas d'accord avec lui. On est en démocratie ou en dictature ? »*

Mais pourquoi s'arrêter à la Nouvelle-Calédonie ou à la Corse ? Car, comme l'a si bien croqué, dans Ouest-

France, le dessinateur et caricaturiste Chaunu :

« *Ça pourrait donner des idées aux autres !* »

En effet, nous pourrions faire un immense puzzle de notre si belle et si diverse France en rendant...
« AUTONOMES » TOUTES LES RÉGIONS FRANÇAISES ! Puisque chacune de ces régions a une culture si personnelle tant en son histoire la plus lointaine qu'en ce XXI^e siècle, dans sa vie de tous les jours !

Il y a 13 régions composant l'hexagone, du nord avec les Hauts-de-France au sud avec la Corse et de l'est avec le Grand-Est à l'ouest avec la Bretagne !

Et cinq régions pour l'Outre-Mer : Mayotte, La Réunion, la Guyane, la Martinique et la Guadeloupe !

Et si cela ne suffit pas, l'État pourrait créer des « autonomies » encore plus petites pour amplifier la mise en pièces de la France ! Ce qui nous permettrait de donner naissance à un néologisme : la « puzzlisation » de notre France en proposant également l'autonomie à des « morceaux » de région !

Avec cet exemple certainement évident pour nombre d'entre nous : en la région capitale de l'Île-de-France, pourquoi ne pas accepter l'autonomie d'un département ayant acquis une spécificité peu concernée ni par la cuisine traditionnelle, ni par l'Histoire de France et encore moins par les reliques reposant en sa basilique royale de Saint Denis ! Bravo, vous avez deviné : c'est bien la Seine-Saint-Denis...

Jacques MARTINEZ, journaliste,

à RTL, de stagiaire à chef d'édition des informations de nuit (1967-2001), pigiste à l'AFP, le FIGARO, le PARISIEN...